Élections britanniques: les jeux ne sont pas encore faits

Une fois déclenché l'Article 50, donnant préavis que le Royaume Uni allait quitter l'Union européenne d'ici deux ans, May doit s'attendre à des négociations difficiles avec l'UE. Or, elle ne dispose que d'une une courte majorité à la Chambre des communes et à chaque étape du processus jusque-ici elle a dû compter avec les dissidents dans son propre parti, ainsi qu'avec les partis d'opposition: travaillistes, libéral-démocrates et SNP. Sans parler de cette institution d'un autre âge, la Chambre des pairs non élue. Le but de l'opération est donc de lui donner une majorité plus solide et surtout de renforcer sa propre autorité.

Puisque c'est le Brexit qui a provoqué les élections, on pourrait penser que ce sera le thème principal de la campagne. Pas tout à fait. Seulement au sens que May se présente comme la meilleure garante de la défense des intérêts britanniques et demandé d'être adoubée par le suffrage universel. Pas au sens d'un débat sur le contenu des négociations. La position globale de May est claire: quitter le marché unique et l'union douanière, négocier le meilleur accord de libre-échange possible, reprendre le contrôle du flux migratoire et sortir de la juridiction de la Cour de justice de l'UE. Au-delà de ces grandes lignes, elle n'a pas l'intention de discuter de sa stratégie de négociation, ni avec le Parlement, ni avec l'électorat.

Le premier test de Corbyn

En face de May, Jeremy Corbyn, leader du parti travailliste, élu deux fois en 2015 et 2016 par les membres et sympathisants de son parti contre l'appareil et la majorité de députés, affronte son premier grand test électoral. Sur le Brexit, Corbyn fait le minimum: il reconnaît la légitimité du vote du

23 juin, il demande un Brexit dans l'intérêt des classes populaires et le maximum d'accès au marché unique. Sur ce dernier point, sa position est assez proche de celle de Theresa May.

Le Parti libéral-démocrate se présente comme celui qui s'oppose clairement au Brexit et appelle à un deuxième référendum. Par conviction, sans doute, mais aussi par calcul électoral, dans l'espoir de prendre aux conservateurs des circonscriptions, surtout dans le Sud-Est, ayant voté Remain (1) et ainsi se remettre de sa déroute aux élections de 2015, où les LibDems ont payé leur coalition avec les conservateurs en tombant de 57 sièges à 8. Ils avaient connu un premier succès dans une élection partielle en octobre 2016 à Richmond, banlieue cossue de Londres, dans la «ceinture des banquiers», qu'ils ont repris aux conservateurs. Mais le déroulement de la campagne législative et les sondages semble indiquer que ce n'était qu'un feu de paille et que leur calcul est faux.
Beaucoup d'observateurs en Europe sont restés avec le résultat du 23 juin: 52-48, une majorité claire mais guère massive. Il y a eu quand même de nombreux indices d'un renforcement du sentiment pro-Brexit et récemment le Financial Times a commandé une enquête qui apporte quelques éclaircissements. Selon cette enquête 45% des 52% restent solidement pro Brexit. Mais 23% des 48% soutiennent maintenant le Brexit. Pour plusieurs raisons; certains avait voté contre par peur des conséquences et sont maintenant rassurés, d'autres considèrent que la décision a été prise et qu'il faut maintenant l'unité nationale pour négocier le meilleur accord possible. Leur attitude est bien résumée par un électeur dans une enquête du Guardian du 18 mai: «Le NHS [service de santé], l'éducation, le logement et ainsi de suite sont tous des points secondaires par rapport à ce qui est fondamentalement une crise nationale». Ces ex-Remainers ont été baptisés Re-Leavers. Nous ne sommes donc plus à 52% mais à 68%. En face il y a 22% de Hard Remainers et 10% de sans avis. Pour les LibDems les perspectives semblent donc assez sombres. Avec leur ligne ils

peuvent gagner quelques sièges, surtout dans le Sud-Est, mais ils peuvent aussi perdre dans leur ancien bastion du Sud-Ouest, région qui a largement soutenu le Brexit.

Une partie jouée d'avance ?

Au début de la campagne électorale tous les commentateurs, appuyés par les sondages, prévoyaient une victoire, voire un raz-de-marée, des conservateurs. Les élections locales qui ont eu lieu le 4 mai semblaient confirmer ce pronostic. Une grande victoire des conservateurs, une grosse défaite des travaillistes. Et en plus une déroute pour l'UKIP, dont les électeurs sont passés en masse chez les conservateurs. Pour l'UKIP le seul espoir aurait été que May se montre faible et vacillante face à l'UE, prônant un «soft Brexit»: ce n'est pas le cas.

L'ombre du Brexit plane sur le scrutin, sans qu'on en parle des détails. May n'en a ni envie ni besoin, ses positions sont connues, elle campe dessus. Corbyn n'en a pas envie car il ne veut pas rallumer les divisions dans son parti, où l'aile droite est fortement pro-UE. Donc May se présente pomme le meilleur défenseur de la patrie et Corbyn a du mal à la concurrencer sur ce terrain-là. La campagne se déplace vers des questions sociales et économiques. Un gros titre du Guardian le résume «Travaillistes et conservateurs courtisent l'électorat populaire avec des politiques neuves».
Sur ce terrain, Corbyn se montre plus fort que les experts avaient prévu. On assiste même au cours de ses déplacements à des foules enthousiastes qui rappellent celles de ses deux campagnes pour le leadership du parti. Et ce n'est pas surprenant. La politique que défend Corbyn est populaire: nationalisation du rail,de l'énergie, de l'eau, de la Poste; augmentation de l'imposition sur les riches et les sociétés (de 21% à 26%) suppression des frais de scolarité pour les étudiants et réintroduction des bourses; gel de l'âge de la retraite à 66 ans; construction de 100,000 logements sociaux par an; augmentation des dépenses pour la santé et

l’éducation; une politique industrielle, basée sur l’intervention de l’État, avec une banque nationale d’investissement. Tous ces points rencontrent un soutien majoritaire dans l’opinion. Le Parti travailliste accepte aussi que le Brexit signifie la fin de la liberté de circulation; et il propose un ensemble de mesures sur la sécurité et la défense qui inclut l’appartenance à l’OTAN et le maintien des sous-marins nucléaires armés des missiles Trident. Ces derniers points représentent le point de vue majoritaire dans la direction du parti. Corbyn les a contrebalancés dans un discours du 26 mai, nettement anti-guerre, où il a expliqué qu’il n’y a pas de réponse purement sécuritaire aux menaces terroristes et qu’il faut une autre politique étrangère. Et on ressort aujourd’hui une déclaration de lui au moment de la guerre d’Irak en 2003, qui n’a rien perdu de sa pertinence: «Des milliers de morts de plus en Irak ne vont pas résoudre les choses. Cela va déclencher une spirale de conflits, de haine, de misère, de désespoir, qui alimentera les guerres, les conflits, le terrorisme, la dépression et la misère de générations futures».

May et le «social-conservatisme social»

May aussi s’adresse à l’électorat populaire. Elle vise les électeurs travaillistes qui soutiennent le Brexit et les circonscriptions du Centre et du Nord où ils sont concentrés, des terres qui étaient sans espoir pour les conservateurs pendant longtemps. Elle a choisi de présenter le manifeste de son parti non pas à Londres mais à Halifax, ville industrielle du Nord. Elle sait que le Brexit ne suffit pas, qu’il faut une politique économique et sociale. D’ailleurs, cela correspond à ses propres idées. Dans la partie du manifeste titrée «Nos principes» on peut lire: «Nous ne croyons pas aux marchés libres sans entraves. Nous rejetons le culte d’individualisme égoïste, Nous détestons les divisions sociales, les injustices, les inégalités. Nous considérons les dogmes rigides et l’idéologie comme non seulement pas nécessaires

mais dangereux». Passe sur le fait qu'elle aussi a son idéologie, avec son coté dogmatique. Ce qu'elle veut faire, c'est affirmer qu'elle n'est ni Thatcher ni Cameron. Elle croit à l'action du gouvernent et de l'État dans les sphères de l'économie et du social. Il y a une crise du logement au Royaume-Uni. May propose un programme de construction de logements sociaux. Après 10-15 ans ces logements seront mis à vente, avec priorité donnée à leurs locataires, et les recettes serviront à construire davantage de logements. A comparer avec Thatcher, qui a obligé les communes à vendre les logements sociaux aux locataires en leur interdisant d'utiliser les recettes pour construire de nouveaux logements, semant ainsi les graines de la crise actuelle. May propose aussi de contrôler les prix de l'énergie – une idée qui a été dénoncé comme extrémiste et archaïque quand l'ancien dirigeant travailliste Ed Miliband l'avait avancée. Elle propose d'étendre les droits des salariés, éventuellement avec représentation aux conseils d'administration des entreprises; elle veut réglementer les OPA de firmes étrangères sur les sociétés britanniques; elle propose une réglementation des emplois précaires et des faux travailleurs indépendants. Et puis elle a aussi sa stratégie industrielle. Un débat entre John McDonnell, artisan de la politique industrielle travailliste et Margaret Thatcher aurait été un dialogue de sourds, marché libre contre interventionnisme d'État. Un débat entre McDonnell et May serait plutôt quelle intervention de l'État? Bien sûr, Theresa May reste une femme politique de droite et sur d'autres questions, notamment l'ouverture des secteurs de la santé et de l'éducation aux capitaux privés et la réduction de l'État social elle poursuit les politiques de Cameron. Mais elle croit aussi que le conservatisme doit avoir un volet social qui renforce la cohésion national. Là-dessus elle est en conflit larvé avec des secteurs de son propre parti.

May, à la différence de Cameron, ne craint pas de faire payer sa propre base politique. C'est un jeu à risque. Ainsi, le

manifeste conservateur proposait de modifier radicalement la limite à laquelle les personnes âgées doivent payer pour leurs soins, ne leur laissant que £100.000. Conçu apparemment avec l'intention de faire payer les plus riches, ce propos a été compris, à tort ou à raison, comme une attaque en règle contre les retraités. Face à une avalanche d'opposition, même dans son propre parti, May a dû abandonner l'idée. Faire cela en pleine campagne électorale, c'est rare, et cela a entamé son image de dirigeante «forte et stable» – un des slogans de sa campagne.

May utilise aussi son manifeste pour avoir un mandat face à l'UE. Donc il est écrit noir sur blanc, «nous ne ferons plus partie du marché unique ou de l'union douanière» et que, tout en cherchant un accord acceptable, «nous continuons à croire que pas d'accord vaut mieux qu'un mauvais accord». De manière générale la sortie de l'UE est présentée non simplement comme un défi difficile à relever mais comme une étape nécessaire vers un pays plus prospère et plus juste. Les détails sont laissés aux négociateurs. Mais le message centrale est répété: «chaque voix pour moi et mon équipé me renforcera dans ces négociations autour de Brexit».

May a-t-elle réussi son coup?

Alors, est-ce qu'elle va avoir son mandat? Probablement. La seule chose qui pourrait l'empêcher serait une victoire travailliste. Le parti de Corbyn a commencé la campagne électorale avec des sondages à 25-26%. Petit à petit, il est monté à entre 32 et 34%. S'il fait 35%, même plus, ce sera déjà une victoire pour lui, comparé au 30% de Miliband en 2016. Pour le moins cela renforcerait sa position dans son parti. Mais est-ce qu'il pourrait vraiment gagner? Le système électoral britannique, uninominal à un seul tour, est pernicieux. Corbyn peut remonter dans ses bastions alors que les conservateurs remportent les circonscriptions marginales. Mais l'idée d'une défaite de May et d'une victoire des travaillistes est maintenant considérée comme une possibilité,

bien qu'improbable. Il y a quelques indications intéressantes. Un sondage montre que le parti travailliste est majoritaire parmi les moins de 40 ans. Et un autre vient de donner les conservateurs à 43% et les travaillistes à 38%. Autre élément à prendre en compte, ces dernières semaines trois millions de personnes se sont inscrites sur les listes électorales, dont environ un million a moins de 34 ans, notamment des étudiants, parmi lesquels les travaillistes font 55%. Donc il peut y avoir un apport de voix pour les travaillistes. On ne peut donc pas totalement exclure une victoire travailliste, qui constituera, vu son programme, un vrai tremblement de terre. D'un autre côté pourtant, les orphelins de l'UKIP iront beaucoup plus vers le conservateurs que vers les travaillistes et les conservateurs ont fait des percées, on l'a vu dans les élections locales, parmi les couches populaires.

Tout dépend de ce qui est la motivation centrale des électeurs. Si c'est le programme économique et social, beaucoup d'électeurs peuvent être attirés par le programme travailliste. Malgré les efforts «sociaux» de May, le projet de Corbyn est plus large, plus cohérent. Si c'est le Brexit qui domine, May est dans une position plus forte. Et puis il y a l'attentat de Manchester. Est-ce que les gens seront plus convaincus par la démarche sécuritaire de May ou par l'approche de Corbyn?

Ces dernières années, les campagnes électorales au Royaume-Uni n'ont pas été passionnantes, exception faite de celles en Écosse et des deux référendums de 2014 et 2016. Mais la campagne qui se déroule en ce moment, à moins de deux semaines du scrutin, peut nous réserver quelques surprises.

NOTE

(1) On se rappelle que 23 juin 2016 on demandait aux électeurs de choisir entre «leave» (partir) ou «remain» (rester). On parlait donc de Leavers et Remainers et maintenant on ajoute les Re-Leavers et Hard Remainers (voir plus loin).

Il n’y a pas que l’Angleterre

L’Angleterre est de loin la composante la plus importante du Royaume-Uni. Mais il y a aussi l’Écosse, le Pays de Galles et l’Irlande du Nord. Au Pays de Galles le combat est comme en Angleterre, entre travaillistes et conservateurs, avec aussi le parti indépendantiste Plaid Cymru. Les conservateurs avaient commencé la campagne avec dix points d’avance sur les travaillistes. Aujourd’hui la situation est inversée: les travaillistes sont en tête (44%-34%). Plaid Cymru suit avec 9%.

En Irlande du Nord toutes les élections opposent les partisans de l’Union avec la Grande-Bretagne à ceux de l’unité irlandaise. C’est encore le cas aujourd’hui, mais avec la complication que, dans la perspective du Brexit, tout le monde souhaite que la frontière avec la République d’Irlande reste ouverte, une position partagée aussi par Londres et Dublin. La spéculation sur l’unification d’Irlande comme conséquence du Brexit est largement prématurée. Les obstacles du côté de la population protestante restent considérables.

Mais c’est en Écosse que le Brexit joue le rôle le plus important dans la campagne. On se rappelle que le Parti travailliste, longtemps hégémonique en Écosse, a subi une déroute aux mains du SNP (indépendantiste, au pouvoir à Edimbourg) aux élections législatives britanniques en 2015 et encore à celles pour le Parlement écossais en 2016. C’était prévisible depuis le référendum sur l’indépendance en 2014. Ce que l’était moins, c’était la renaissance du Parti

conservateur, réduit à une force marginale en Écosse sous Thatcher. Même aujourd'hui les gens aiment dire qu'il y a plus de pandas en Écosse que de députés conservateurs (il y a deux pandas au zoo d'Édimbourg et un seul député conservateur). Mais c'est fini la rigolade: ce parti renaît de ses cendres. On l'a vu aux élections pour le Parlement écossais en 2016 où il a fait jeu égal avec les travaillistes à 22%, avec le SNP à 46%. Avec le déclin du Parti travailliste les conservateurs ont pu se présenter comme le parti de l'Union. Donc, alors qu'une grande partie de l'électorat travailliste est passé au SNP, la composante unioniste a en partie trouvé refuge chez les conservateurs. En plus, les conservateurs ont pu attirer une partie de l'électorat du SNP qui vote pour ce parti parce qu'il gouverne bien, sans être pour l'indépendance. Aux élections locales le 4 mai, le SNP a fait 32% de premières préférences (il y a un système de vote transférable avec plusieurs tours), les conservateurs 25%, les travaillistes 20%. Pour les élections du 8 juin les sondages donnent le SNP à 40%, les conservateurs à 28%, les travaillistes à 18%. Le SNP est donc toujours dominant, mais il n'est plus, comme en 2015, à plus de 50%.

Dans cette situation le SNP est tenté par une fuite en avant vers un nouveau référendum. Cela semble un pari hasardeux, surtout quand le SNP le lie à la question de l'Union européenne. Tout le monde sait que l'Écosse a voté à 62% contre le Brexit, après avoir voté à 55% en 2014 contre l'indépendance. Mais les deux référendums étaient distincts. Ceux qui ont voté pour l'UE ne sont pas forcément pour l'indépendance, même pour pouvoir rester dans l'UE. Et ceux qui ont voté pour l'indépendance en 2014 n'étaient pas tous pro-UE. Le 23 juin un million d'écossais a voté pour sortir de l'UE, 1,66 million pour rester. On estime que sur le million qui a voté pour le Brexit, 400,000 avaient voté pour l'indépendance, donc environ 25% du total de 2014. Et dans un sondage récent 25% des Écossais se prononcent pour la sortie de l'UE et 42% pour réduire les pouvoirs de Bruxelles et

renforcer ceux des parlements nationaux. Il faut supposer que le 23 juin une partie des 42%, confronté à un choix binaire pour ou contre l'UE, a voté contre.

Il semble évident qu'avec 25% contre l'UE et 42% fortement critiques, il ne serait pas raisonnable de faire un référendum lié à la question européenne, au risque d'un deuxième échec. Par ailleurs les sondages indiquent que la majorité d'écossais ne veut pas d'un nouveau referendum maintenant. La direction du SNP semble pourtant tenir à son idée. En déclarant qu'elle n'acceptera pas un référendum avant le Brexit, Theresa May rend peut-être involontairement service à la cause de l'indépendance écossaise.